Réveillons-nous ! Pour un monde plus juste

Gabriel Langouët et Dominique Groux, L'Harmattan, 2018, 152 p.

Jean-Marie De Ketele

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/6389>

DOI : 10.4000/ries.6389

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 33-35

ISBN : 978-2-85420-619-7

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jean-Marie De Ketele, « Réveillons-nous ! Pour un monde plus juste », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 78 | septembre 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 25 juin 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/ries/6389> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.6389>

Ce document a été généré automatiquement le 25 juin 2021.

© Tous droits réservés

Réveillons-nous ! Pour un monde plus juste

Gabriel Langouët et Dominique Groux, L'Harmattan, 2018, 152 p.

Jean-Marie De Ketele

RÉFÉRENCE

Réveillons-nous ! Pour un monde plus juste, Gabriel Langouët et Dominique Groux, L'Harmattan, 2018, 152 p.

- 1 Les auteurs de cet ouvrage posent dès le départ trois questions fondamentales : dans quel monde vivons-nous ? Dans quel monde voudrions-nous vivre ? Que faire pour y parvenir ? Leur approche, comparatiste et bien documentée, témoigne d'un engagement qui repose sur une argumentation solide. Enfin, une très grande clarté d'écriture permet aux lecteurs de ne pas se sentir noyés par l'abondance des données quantitatives utilisées pour fonder l'argumentation.
- 2 La préface d'Obrillant Damus, professeur à l'Université d'État d'Haïti, cerne l'objet principal du livre dans une belle formule : (les auteurs) « nous donnent à lire un ouvrage captivant sur le monstre ubiquitaire aux mille visages que constitue l'Inégalité dans le monde actuel » (notons la majuscule) et c'est à cause de ce monstre que « (N)otre planète et ses habitants sont en danger », indique le titre de l'avant-propos qui suit. C'est pourquoi Langouët et Groux, dès l'introduction, nous interpellent (« Indignez-vous ! ») et nous invitent à prendre ensemble « le chemin de l'espérance ». Ces mots annoncent la structure de l'ouvrage, qui propose, dans une première partie, un « État des lieux des inégalités » avant de formuler, dans une deuxième partie, une « Ébauche de propositions ».
- 3 Pour décrire le monde dans lequel nous vivons, les auteurs ont choisi un échantillon raisonné de 20 États sur les 187 de la planète suivis par le PNUD en 2013 : il s'agit de cas particulièrement éclairants, aussi variés et contrastés que possible, répartis sur la totalité du globe, et représentatifs des situations égalitaires ou inégalitaires¹. Les

auteurs justifient leurs choix ; ainsi, ils expliquent très justement pourquoi ils ont préféré le Canada aux États-Unis ; en revanche, on peut s'étonner qu'aucune explication ne soit donnée à l'absence d'un pays du Maghreb, région non comparable à l'Afrique subsaharienne ou au Moyen-Orient.

- 4 Le chapitre 1 de la première partie présente une comparaison des 20 États sélectionnés sur les indicateurs suivants : les revenus, la population, des indices relatifs à l'espérance de vie, à la santé et à l'éducation. Le croisement entre l'espérance de vie à la naissance, l'espérance en éducation (durée attendue de scolarisation) et le revenu national brut par habitant montre une corrélation assez forte et attendue entre les pays, sauf pour quelques pays. Ainsi, la Norvège, l'Islande, la Corée du Sud, l'Allemagne, le Canada et la France ont des revenus relativement semblables mais les trois premiers présentent des espérances en éducation supérieures aux trois autres. À titre d'exemples encore, le lecteur apprendra que si les enfants du Qatar et de la Chine ont la même espérance élevée de vie à la naissance et une espérance en éducation moyenne, ces pays n'ont pas du tout le même revenu (rang 1 pour le premier et rang 88 pour le second, sur 187 pays). En fin de chapitre, les auteurs comparent les pays sur la base des indices de développement humain (IDH) du PNUD. Ces derniers étant basés sur trois critères (revenus, santé et éducation), on n'est pas étonné de retrouver à peu près les regroupements de pays mis en évidence lors de la comparaison avec les indices. De même, le fait que la Chine et l'Inde (et plus étonnant, peut-être, le Mali) soient des pays dont l'IDH a progressé le plus entre 2000 et 2013 ne surprend pas.
- 5 L'intérêt du premier chapitre était d'avoir mis en évidence des inégalités « trop souvent excessives » dans certains pays, voire « intolérables » (surtout en Haïti et même au Mali, malgré une évolution). Le lecteur lira le second chapitre avec un intérêt encore plus marqué, car son originalité est de comparer les inégalités au sein des pays eux-mêmes. Un des outils de base utilisés est l'IDHI (Indice de développement humain ajusté aux inégalités), qui exprime en pourcentage la perte subie par le développement humain potentiel (IDH), en raison des inégalités internes au pays en matière de revenus, de santé et d'éducation. Les résultats pour les 15 pays pour lesquels l'IDHI a pu être calculé, viennent préciser – et parfois bousculer – les regroupements établis au chapitre précédent. Les pertes les plus faibles (autour de 5 %) sont le fait de quatre pays européens (Norvège, République tchèque, Islande et Slovaquie) ; l'Allemagne (7,1), le Canada (7,6) et la France (9,0) forment ensuite un trio souvent retrouvé dans les comparaisons du premier chapitre ; avec des pertes faibles (entre 10 et 14 %) suivent la Roumanie, la Russie et Maurice ; la Corée du Sud (17,4) subit des pertes qualifiées de moyennes ; elle est suivie du Bhoutan (avec des pertes fortes de plus de 20 %) et de trois États avec des pertes très fortes, à savoir le Brésil (27), l'Inde (28,6) et surtout Haïti (39,5). Cinq États n'ont pu être classés (Qatar, Cuba, Afrique du Sud, Chine et Mali), mais sur la base de nombreux autres indices, liés aux inégalités de genre et de revenus, ils peuvent être intégrés à la comparaison des inégalités au sein des pays. Le lecteur découvre alors que les pays dont les pertes sont relativement importantes présentent des inégalités souvent spécifiques qui méritent d'être connues. Ceci est synthétisé par les auteurs dans un « bilan intermédiaire » qui clôturera la première partie.
- 6 La deuxième partie s'ouvre sur un premier chapitre qui pose la question du monde dans lequel nous voudrions vivre. Cette question est posée plus que jamais, actuellement, par ceux qui se demandent comment lutter contre les fanatismes religieux, idéologiques, politiques ou éthiques qui ont asservi et rendu vulnérables des populations entières. La

contribution des auteurs à cette question cruciale est de revisiter les résultats de l'enquête Gallup de dimension mondiale, réalisée en 2013 et reprise par le PNUD, qui compare la « satisfaction de vivre » éprouvée par les citoyens des différents pays. De cette enquête, les auteurs reprennent un indice de satisfaction de vivre globale et douze indicateurs complémentaires : perception de la liberté de choix, sentiment de sécurité, niveau de vie perçu, marché du travail local, confiance entre personnes, perception de la communauté, effort pour éradiquer la pauvreté, actions de protection de l'environnement, confiance à l'égard du gouvernement national, éducation, santé, travail. Ils y ajoutent l'indice de démocratie calculé la même année par *The Economist Group* (Perspectives Monde, Université de Sherbrooke). Les auteurs veulent ainsi vérifier si la perception de la satisfaction de vivre des citoyens des différents États est en relation avec l'indice de démocratie et si ces nouveaux résultats permettent de mieux comprendre les conclusions de la première partie de l'ouvrage, grâce à des croisements avec certains indices déjà utilisés. Ce chapitre particulièrement passionnant apporte des nuances qui permettent d'entrer au plus profond des processus de fabrication des égalités/inégalités dans chacun des États.

- 7 En conclusion, les auteurs retiennent trois éléments importants pour aborder le dernier chapitre : (1) la clairvoyance des populations par rapport aux questions posées² et l'intérêt de prendre en considération la perception des populations ; (2) la confirmation que les trois dimensions de l'IDH (revenus, santé, éducation) sont essentielles pour penser un monde dans lequel bien vivre ; (3) le fait que certains États nous montrent les directions pour concevoir un monde meilleur, solidaire et moins inégalitaire.
- 8 Effectivement le dernier chapitre observe de près trois États qui peuvent ou doivent nous inspirer : la Norvège, qui atteint pratiquement toujours les plus hauts scores ; Maurice, un État multiculturel, qui progresse dans les trois dimensions de l'IDH et dans le sentiment exprimé à propos de celles-ci ; Cuba, dont l'IDH est proche du grand voisin américain mais est bien supérieur à celui de la Russie, et dont les prestations dans le domaine de la santé et de l'éducation sont remarquables. Ces trois pays très dissemblables proposent des modèles de fonctionnement différents mais performants, en fonction de leurs moyens, pour procurer une forme de bien-être à leurs populations.
- 9 La conclusion générale permet aux auteurs de définir trois objectifs indissociables et urgents :
- 10 Tout mettre en œuvre pour préserver la planète et la biodiversité et assurer son développement durable ; éradiquer la grande pauvreté ; donner la priorité au développement humain, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation.
- 11 Pour y parvenir, ils reprennent les propos de Joseph Stiglitz, stigmatisant les mesures de l'Union européenne vis-à-vis de la Grèce et en tirant les leçons :
- 12 La bonne façon de faire, quel que soit le cadre économique que l'on pense bon, est la persuasion, non la contrainte.

NOTES

1. L'Allemagne, la France et la Slovénie pour l'Union européenne de la zone Euro ; la République tchèque, la Norvège et la Russie pour l'Union hors zone Euro ; l'Afrique du Sud, l'île Maurice et le Mali pour l'Afrique ; le Qatar (Moyen-Orient), la Corée du Sud, la Chine, l'Inde et le Bhoutan pour le continent asiatique ; le Canada, le Brésil, Cuba et Haïti pour le « Nouveau Monde ».
 2. Ces questions n'ont pas été posées dans certains États.
-

AUTEUR

JEAN-MARIE DE KETELE

Jean-Marie De Ketele est professeur émérite de l'Université catholique de Louvain (Belgique) et titulaire de la chaire Unesco en sciences de l'éducation de l'Université Cheikh Anta-Diop de Dakar (Sénégal). Comme chercheur, il est associé au Girsef (Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation). Comme consultant ou expert, il a travaillé dans de nombreux pays du Nord et du Sud sur les réformes des systèmes éducatifs. Courriel : jean-marie.deketele@uclouvain.be.